

Art. 4. In artikel 6 van het besluit van 5 juli 2002 wordt een § 3bis ingevoegd, die luidt als volgt :
« § 3bis. Bij ministerieel besluit worden de nadere modaliteiten van de conceptsubsidiering vastgelegd ».
Brussel, 13 juni 2003.

De Minister-President van de Vlaamse regering,
B. SOMERS

De Vlaamse Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Cultuur, Jeugd en Ambtenarenzaken,
P. VAN GREMBERGEN

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2003 — 3057

[2003/35850]

13 JUIN 2003. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juillet 2002 relatif au subventionnement de projets de rénovation urbaine

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 22 mars 2002 portant aide aux projets de rénovation urbaine;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 juillet 2002 relatif au subventionnement de projets de rénovation urbaine;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 mai 2003 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du Budget;

Sur la proposition du Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est ajouté l'article 1^{er} de l'arrêté du 5 juillet 2002 un 4° rédigé comme suit :

« 4° subventionnement de concepts : des subventions allouées aux villes qui ont introduit un projet prometteur, mais disposent d'une capacité de planification insuffisante pour développer une base de projet solide et une vision innovatrice ».

Art. 2. Il est ajouté à l'article 6, § 3, de l'arrêté du 5 juillet 2002 un 5° rédigé comme suit :

« 5° une proposition de villes admissibles au subventionnement de concepts ».

Art. 3. A l'article 6, § 3, alinéa 2 de l'arrêté du 5 juillet 2002, la phrase « Le Gouvernement flamand fixe la liste de présélection sur la base du rapport du jury. » est remplacée par la phrase « Le Gouvernement flamand fixe la liste de présélection et la liste de projets admissibles au subventionnement de concepts sur la base du rapport du jury ».

Art. 4. A l'article 6 de l'arrêté du 5 juillet 2002, il est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Les modalités du subventionnement de concepts seront fixées par arrêté ministériel ».

Bruxelles, le 13 juin 2003.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
B. SOMERS

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse et de la Fonction publique,
P. VAN GREMBERGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3058

[C - 2003/29373]

17 AVRIL 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les modalités de transfert du personnel du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision au Gouvernement de la Région wallonne

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et par la loi spéciale du 13 juillet 2001, notamment l'article 88;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil de Direction du Service de Perception de la Redevance Radio et Télévision, rendu en date du 30 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu en date du 4 novembre 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, rendu en date du 4 novembre 2002;

Vu le protocole n° 273 du 16 décembre 2002 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'avis conforme du Gouvernement wallon rendu le 6 mars 2003;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mars 2003, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 avril 2003.

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

1° Ministre : membre du Gouvernement de la Communauté française ayant la Fonction publique dans ses attributions;

2° Service : le Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision.

3° Membre du personnel : les agents, les stagiaires et les agents engagés par contrat de travail du Service de Perception de la Redevance Radio-Télévision à l'exception des agents bénéficiant d'un contrat de remplacement.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er} 3° :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. Les membres du personnel du Service sont transférés d'office au Gouvernement wallon par arrêté nominatif du Gouvernement de la Communauté française après avis conforme du Gouvernement wallon.

CHAPITRE II. — *Dispositions particulières relatives aux membres du personnel transférés*

Art. 3. Les transferts ne constituent pas de nouvelles nominations.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés au Gouvernement de la Région wallonne conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le Service conformément à la réglementation qui leur était applicable.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans les services du Gouvernement wallon.

§ 2. Lorsqu'un agent du Service est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure au sein du Service, il est uniquement tenu compte, pour son transfert, de son grade statutaire.

§ 3. Les agents du Service soumis à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 octobre 1999 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Service de Perception de la Redevance radio et télévision, conservent à la Région wallonne, la dernière mention d'évaluation qui leur a été attribuée.

La mention d'évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle mention. Si, à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, l'agent a introduit un recours contre son évaluation, la procédure est poursuivie à la Région wallonne.

§ 4. Les agents du Service conservent à la Région wallonne les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur organisé par le Service auxquels ils ont appartenu avant leur transfert qui leur ont été reconnus par le Service.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen de la Région wallonne.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats des concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que l'agent du Service remplisse, avant son transfert au Gouvernement wallon, les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement annoncé par ledit Service à la date du transfert, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen. Le présent paragraphe est applicable aux lauréats d'un concours ou d'un examen visé au § 4.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 6. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 17 avril 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3058

[C — 2003/29373]

17 APRIL 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de nadere regels voor de overdracht van het personeel van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld naar de Regering van het Waalse Gewest

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 138 van de Wetgeving;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 en bij de bijzondere wet van 13 juli 2001, inzonderheid op artikel 88;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld, gegeven op 30 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 november 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 4 november 2002;

Gelet op het protocol nr. 273 van 16 december 2002 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

Gelet op het eensluidend advies van de Waalse Regering, gegeven op 6 maart 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over de aanvraag aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 maart 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder :

1° Minister : lid van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren;

2° Dienst : de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld;

3° Personeelslid : de ambtenaren, stagiairs en ambtenaren met een arbeidsovereenkomst van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld met uitzondering van de ambtenaren met een vervangingscontract.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 3° :

1° de stagiairs worden beschouwd als houder van de graad waarvoor ze zich kandidaat hebben gesteld;

2° het personeelslid met een arbeidsovereenkomst is geacht houder te zijn van de graad die overeenkomt met de betrekking waarvoor hij werd aangeworven of, in geval de overeenkomst zwijgt over deze betrekking, van de graad die gebonden is met de loonschaal waarin zijn bezoldiging vastgelegd is.

Art. 2. De personeelsleden van de Dienst worden van rechtswege overgedragen naar de Waalse Regering bij nominatief besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap na eensluidend advies van de Waalse Regering.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen met betrekking tot de overgedragen personeelsleden*

Art. 3. De overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen.

Art. 4. § 1. De leden van het personeel overgedragen naar de Regering van het Waalse Gewest behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden ze eveneens de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen die ze genoten in de Dienst overeenkomstig de op hen van toepassing zijnde reglementering.

Ze bewaren de voordelen gebonden met een ambt slechts voor zover de voorwaarden van hun toekenning blijven bestaan binnen de diensten van de Waalse Regering.

§ 2. Wanneer een ambtenaar van de Dienst belast wordt met de uitoefening van een hoger ambt binnen de Dienst, wordt er slechts rekening gehouden, voor zijn overdracht, van zijn statutaire graad.

§ 3. De ambtenaren van de Dienst onderworpen aan het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 oktober 1999 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Dienst voor Inning van het Kijk- en Luistergeld van de Franse Gemeenschap, behouden op het Waalse Gewest de laatste evaluatievermelding die hen werd toegekend.

De evaluatievermelding blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe vermelding. Indien, op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit, de ambtenaar beroep heeft ingediend tegen zijn evaluatie, wordt de procedure door het Waalse Gewest verdergezet.

§ 4. De ambtenaren van de Dienst behouden op het Waalse Gewest de titels van de promotie die ze behaald hebben door voor een vergelijkend examen te slagen voor overgang naar het hogere niveau, georganiseerd door de Dienst waartoe ze behoord hebben vóór hun overdracht die hen zijn toegekend door de Dienst.

Voor de rangschikking zijn die laureaten geacht het vergelijkend examen of examen van het Waalse Gewest te hebben afgelegd.

Als de processen-verbalen van de vergelijkende examens op dezelfde datum zijn afgesloten, worden de laureaten onder hen gerangschikt alsof ze aan hetzelfde examen zouden hebben deelgenomen.

Als de processen-verbalen van de vergelijkende examens op verschillende datums zijn afgesloten, wordt voorrang verleend aan de laureaten van de vergelijkende examens waarvan het proces-verbaal afgesloten is op de oudste datum.

§ 5. Voor zover de ambtenaar van de Dienst voor zijn overdracht naar de Waalse Regering voldoet aan de voorwaarden voor het deelnemen aan een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of aan een examen voor bevordering aangekondigd door de bedoelde Dienst op de datum van de overdracht, behoudt hij het recht aan dat vergelijkend examen of examen deel te nemen. Deze paragraaf is van toepassing op de laureaten van een vergelijkend examen of examen bedoeld in § 4.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 6. De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 april 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met de Internationale betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Ambtenarenzaken,

R. DEMOTTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 3059

[C - 2003/27682]

3 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la liste des filières pour lesquelles des conseils de filière peuvent être agréés en application du décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à la promotion de l'agriculture et au développement des produits agricoles de qualité différenciée, notamment les articles 3 et 4;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les filières pour lesquelles un conseil de filière peut être institué, sont les suivantes :

- 1° filière viande bovine;
- 2° filière viande porcine;
- 3° filière ovine et caprine;
- 4° filière avicole et cunicole;
- 5° filière lait;
- 6° filière pomme de terre;
- 7° filière horticole produits comestibles;
- 8° filière horticole produits non-comestibles;
- 9° filière grandes cultures;
- 10° filière piscicole;
- 11° filière représentant l'agriculture biologique.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 juillet 2003.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART